

Index AI : PRE01/290/2011  
08 June 2011

## **Des hommes de main armés menacent des communautés rurales au Brésil**

Les autorités brésiliennes doivent enquêter sur des actes de violence et des manœuvres d'intimidation perpétrés par des hommes de main armés contre des travailleurs agricoles dans le nord du pays, a déclaré Amnesty International mercredi 8 juin, alors que deux communautés rurales sont la cible de menaces incessantes.

Des coups de feu ont été tirés au cours de la nuit du 6 juin au-dessus de deux camps de travailleurs agricoles où vivent une quarantaine de familles, à Palmeirante (État du Tocantins) ; il s'agit là du dernier exemple en date d'une série d'actes hostiles ayant commencé en octobre 2010.

Des fermiers et des petits exploitants de cette zone sont impliqués dans un litige foncier de longue date ; les hostilités sont montées d'un cran avec l'arrivée d'hommes armés chargés d'intimider les ouvriers.

« Nous sommes très inquiets pour la sécurité des communautés concernées, qui vivent la peur chevillée au corps car leurs chefs sont pris pour cibles par des hommes armés cherchant à les tuer », a déclaré Patrick Wilcken, spécialiste du Brésil à Amnesty International.

« Pour protéger efficacement les droits fondamentaux des membres de ces communautés, les autorités doivent enquêter de manière approfondie sur tous les signalements de menaces et de violences, et traduire les auteurs présumés de celles-ci en justice. »

Un organe fédéral responsable de la réforme agraire au Brésil a mis en place le camp de l'Assentamento Santo Antônio Bom Sossego en 2003, et des ouvriers agricoles sans terres se sont également installés dans le camp voisin de Vitória. Depuis lors, des fermiers et plus récemment des acteurs de l'exploitation forestière illégale sont arrivés sur place et harcèlent les résidents de ces camps.

Gabriel Vicente, travailleur agricole, a été abattu le 16 octobre 2010. Ses meurtriers seraient des hommes de main engagés par un fermier local dans le but d'intimider ces communautés. Des hommes armés auraient par ailleurs réduit en cendres les huttes de travailleurs agricoles locaux et proféré des menaces à l'égard des ouvriers ; cinq membres de ces communautés figureraient sur une liste de personnes à abattre.

La police n'a pas réagi de manière adaptée aux plaintes déposées pour ces agressions, ce qui ne fait qu'alimenter la culture de l'impunité.

D'après la Commission pastorale de la terre, les litiges fonciers au Brésil ont été à l'origine de plus de 1 000 meurtres depuis les années 70 ; très peu ont donné lieu à des poursuites concluantes.

Au cours du mois écoulé, plusieurs personnes ont été tuées dans le cadre d'agressions semblant viser des militants en faveur des droits sociaux et des droits humains dans la forêt amazonienne du Brésil.

« Tandis que l'économie brésilienne continue à prospérer et que les terres agraires sont de plus en plus recherchées pour l'agriculture et d'autres projets de développement, les autorités doivent veiller à ce que les violations des droits fondamentaux des populations locales prennent fin », a ajouté Patrick Wilcken.

« Il faut que les autorités mènent à bien le processus de réforme agraire dans la région et garantissent sur le long terme la sécurité des populations menacées. »